

Revue économique et financière

Bureau de l'économiste en chef

Janvier 2026

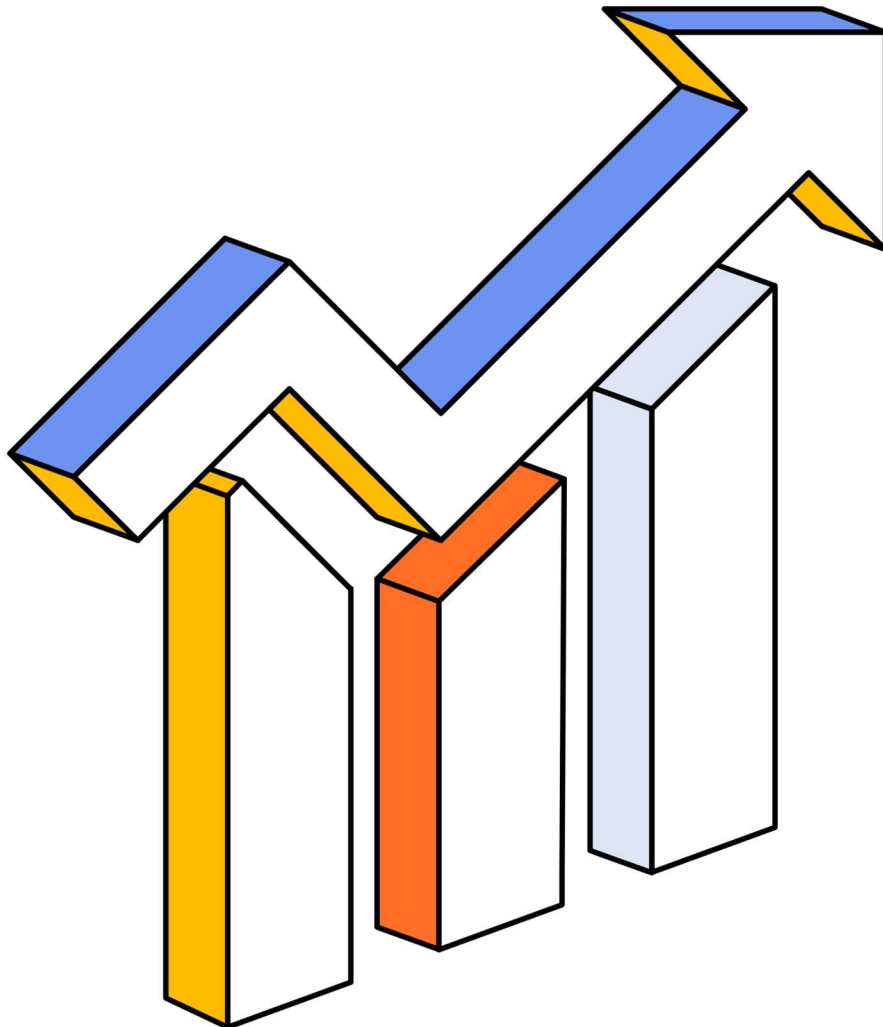


Table des matières

Faits saillants.....	2
Monde	3
Canada.....	5
Québec.....	7
Marchés financiers.....	9
Tendances à surveiller en 2026	11

Mario Houle, économiste en chef
Philippe Bergevin, économiste principal
Alexandre d’Aragon, économiste principal
Tessa Kintoumba, économiste
Nouhou Ballo, spécialiste des marchés financiers
Jean-Paul Calero, spécialiste des marchés financiers

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2026
ISSN 2371-2333

Faits saillants

- Si l'année 2025 a été marquée par la politique tarifaire agressive de la nouvelle administration américaine, la catastrophe annoncée n'a pas eu lieu et l'économie mondiale s'est plutôt bien tirée d'affaires.
- L'économie américaine s'est avérée particulièrement solide, affichant une croissance de 4,3 % au troisième trimestre, après 3,8 % au deuxième, et ce, malgré la paralysie budgétaire qui a frappé le gouvernement fédéral pendant plus d'un mois.
- La conjoncture canadienne a été caractérisée par une faible croissance du PIB. Toutefois, en dépit de l'incertitude commerciale, une récession a pu être évitée. Le Canada a dû s'ajuster aux politiques protectionnistes américaines, qui ont mis à mal plusieurs secteurs de l'économie.
- L'économie du Québec a fortement ralenti en 2025 et les perspectives sont à peine plus reluisantes pour 2026. À l'instar de l'économie canadienne, les tarifs et l'incertitude ambiante ont frappé durement les échanges commerciaux et freiné l'investissement et l'embauche.
- Les marchés financiers ont fait preuve d'une grande résilience en 2025 face à la montée des tensions commerciales et des risques géopolitiques. Les marchés boursiers ont grandement bénéficié de l'engouement des investisseurs pour l'intelligence artificielle.
- Sur les marchés obligataires, les rendements ont évolué en dents de scie, tiraillés entre les craintes d'inflation et la hausse de l'endettement public, d'une part, et le ralentissement économique et les assouplissements monétaires, d'autre part.
- En 2026, plusieurs enjeux seront à surveiller, notamment les tensions géopolitiques et commerciales, la valorisation des marchés, l'endettement du secteur privé, ainsi que l'intelligence artificielle.

en %	PIB réel			Inflation			Taux de chômage		
	2024	2025e	2026p	2024	2025e	2026p	2024	2025e	2026p
États-Unis	2,8	2,0	2,1	3,0	2,8	2,8	4,0	4,3	4,5
Zone euro	0,9	1,4	1,2	2,4	2,1	1,8	6,4	6,4	6,3
Canada	2,0	1,7	1,3	2,4	2,1	2,1	6,4	6,8	6,6
Québec	1,7	1,1	1,1	2,3	2,4	2,3	5,4	5,7	5,6

e : estimé, p : prévu

Sources : Bloomberg et AMF

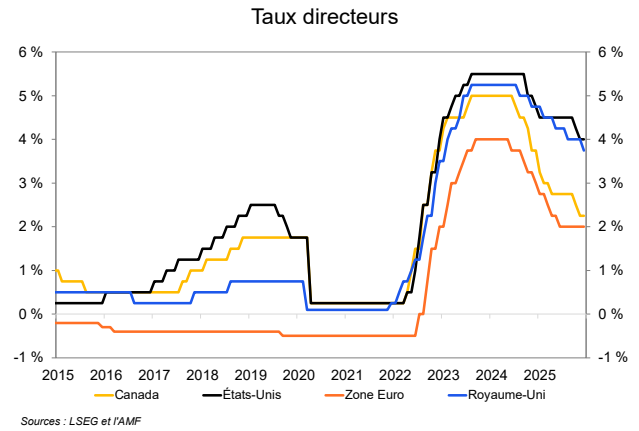
Monde

Si l'année 2025 a été marquée par la politique tarifaire agressive de la nouvelle administration américaine, la catastrophe annoncée n'a pas eu lieu et l'économie mondiale s'est plutôt bien tirée d'affaire. Les tarifs appliqués dans les faits se sont avérés passablement moins élevés que les tarifs initialement annoncés et la plupart des pays n'ont pas imposé de contre-tarifs. De plus, des politiques de stimulus budgétaires ont été mises en place dans plusieurs pays, si bien que le commerce mondial a en fait augmenté en 2025. C'est sans compter que la Cour suprême des États-Unis doit encore statuer sur la légalité des tarifs imposés à tous les pays en invoquant l'urgence économique.



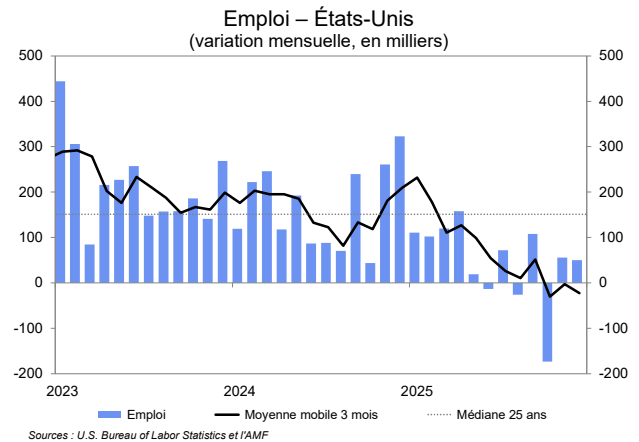
Dans la plupart des grandes économies, la croissance économique s'est montrée plus résiliente qu'anticipé et les prévisions économiques, qui avaient été revue à la baisse dans la première moitié de l'année, ont été revues à la hausse par la suite.

Compte tenu de l'incertitude, les banques centrales ont mis sur pause ou adopté une approche graduelle dans l'assouplissement de leur politique monétaire alors que l'inflation se maintient dans plusieurs cas légèrement au-dessus de la cible habituelle de 2 %.



L'économie américaine s'est avérée particulièrement solide, affichant une croissance de 4,3 % au troisième trimestre, après 3,8 % au deuxième, et ce, malgré la paralysie budgétaire qui a frappé le gouvernement fédéral pendant plus d'un mois. Les dépenses de consommation et l'investissement, notamment dans l'intelligence artificielle, sont demeurés fermes et ont soutenu la croissance. Pour l'ensemble de 2025, la croissance devrait atteindre les 2 %.

Le marché du travail a toutefois fortement ralenti, affichant un rythme mensuel de création d'emploi de seulement 49 000 postes en 2025, par rapport à 168 000 en 2024. En parallèle, le taux de chômage est passé de 4 % en janvier 2025 à 4,4 % en décembre.



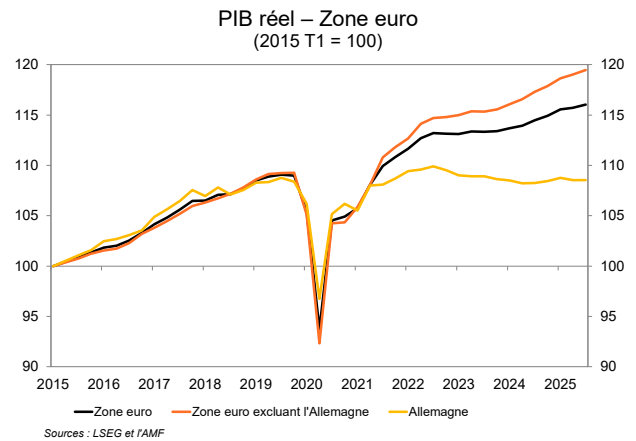
L'inflation est en hausse depuis le printemps, passant de 2,3 % en avril à 2,7 % en décembre, en raison notamment de l'effet des tarifs sur les prix. Le coût de la vie est ainsi devenu un enjeu politique, qui a d'ailleurs poussé le gouvernement à supprimer ses tarifs sur des centaines de produits alimentaires de base.

Compte tenu de la solidité de l'économie américaine, la Réserve fédérale a maintenu son taux directeur inchangé jusqu'en septembre. Toutefois, le ralentissement du marché de l'emploi et la remontée du taux de chômage l'ont finalement poussée à procéder à trois baisses consécutives au cours des derniers mois de l'année. Le taux directeur a ainsi terminé l'année à l'intérieur d'une fourchette de 3,5 % à 3,75 %.

L'avenir apparaît plus incertain alors que la Réserve fédérale se retrouve divisée face à son double mandat de stabilité des prix et de maximisation de l'emploi. En effet, l'inflation demeure au-dessus de la cible de 2 % de la Fed, alors que le marché de l'emploi est en perte de vitesse.

De son côté, la zone euro a connu une croissance modeste tout au cours de l'année, mais termine l'année sur une note plus positive qu'anticipé après les premières annonces de tarifs américains au printemps. Une entente négociée entre les États-Unis et l'Union européenne a en effet permis de ramener le niveau des tarifs américains de 20 % à 15 % et l'UE n'a finalement pas pris de mesures de représailles, de peur de perdre les garanties de sécurité américaines.

D'importants investissements en intelligence artificielle ont aussi stimulé la croissance. Le principal frein à la croissance dans la zone euro s'avère en fait l'économie allemande, qui fait du surplace depuis plus de trois ans. En effet, le moteur manufacturier de l'Europe croît moins vite que l'ensemble des 19 autres pays de la zone euro.



La Banque centrale européenne a abaissé son taux directeur trois fois dans la première moitié de l'année, le faisant passer de 2,75 % à 2 %, puis l'a maintenu à ce niveau depuis juin. L'inflation s'est maintenue autour de la cible de 2 % de la BCE tout au cours de l'année. La banque centrale a aussi revu à la hausse ses prévisions de croissances à deux reprises au cours de l'automne. Compte tenu de l'inflation maîtrisée et de la croissance résiliente, la banque centrale ne prévoit pas réduire à nouveau son taux directeur en 2026.

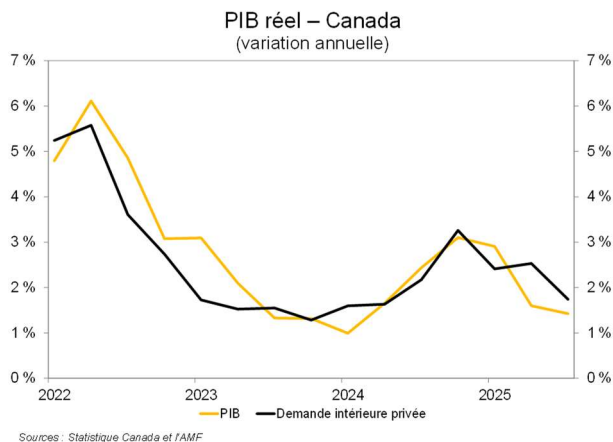
Enfin, la Chine, la principale cible de la politique commerciale des États-Unis, a bien su résister aux tarifs douaniers américains, qui ont atteint jusqu'à 145 % en cours d'année. Le pays contrôle en effet les deux tiers de la production mondiale de terres rares, dont dépendent plusieurs industries de pointe (voitures, armement, technologies, etc.), ce qui lui a permis de négocier une trêve avec les États-Unis.

Le découplage des deux plus grandes économies mondiales est néanmoins bien engagé alors que les deux pays cherchent à réduire leur dépendance l'un envers l'autre. Pendant que ses échanges commerciaux avec les États-Unis diminuaient, la Chine a réorienté ses exportations vers d'autres régions du monde, notamment l'Asie du Sud-Est et l'Europe, si bien que son surplus commercial a atteint un niveau record, dépassant pour la première fois les 1000 G\$ US en 2025.

Ainsi, ses exportations, de plus en plus composées de produits de haute technologie, notamment de technologies vertes, ont permis une fois encore à l'économie chinoise de maintenir un niveau de croissance respectable de 5 % en 2025. Toutefois, au-delà des exportations, le portrait apparaît moins reluisant. Le pays demeure confronté à d'importants problèmes structurels, notamment la faible demande intérieure, l'effondrement du secteur immobilier, la déflation et le déclin démographique.

Canada

Au cours de la dernière année, la conjoncture canadienne a été caractérisée par une faible croissance du PIB. Toutefois, en dépit de l'incertitude commerciale, une récession a pu être évitée. Après une première moitié d'année caractérisée par une très modeste croissance, l'économie s'est redressée au troisième trimestre avec une hausse de 2,6 % du PIB, mais la demande intérieure est toutefois demeurée atone.

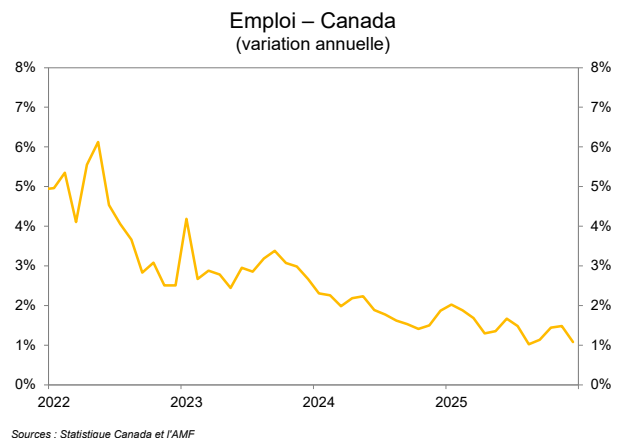


Le Canada a dû s'ajuster aux politiques protectionnistes de l'administration américaine qui ont mis à mal plusieurs secteurs de l'économie. En plus de voir fléchir la demande américaine pour les produits canadiens, les entreprises ont dû composer avec un degré d'incertitude élevé, qui a freiné l'investissement et ralenti l'embauche.

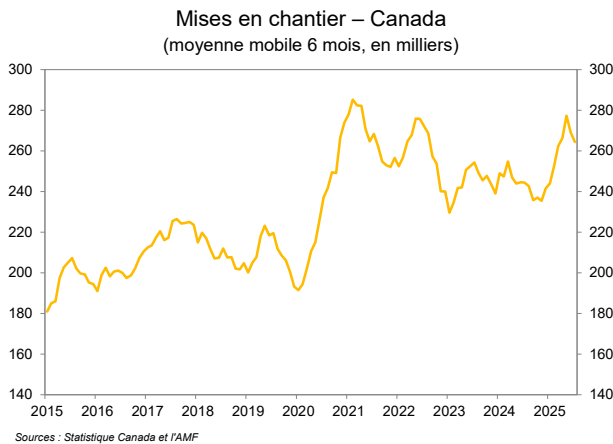
Les perspectives pour 2026 sont un peu plus réjouissantes, mais le niveau d'incertitude demeure élevé. La reprise attendue sera d'abord plutôt lente, mais gagnera peu à peu en vigueur tout au long de l'année. Elle sera soutenue essentiellement par des taux d'intérêt plus bas, des investissements publics soutenus et une adaptation graduelle du secteur privé au contexte commercial changeant.

Les dépenses de consommation devraient toutefois ralentir la cadence, en raison notamment du fléchissement de la croissance démographique et d'un sentiment d'insécurité d'emploi plus élevé, qui incite à la prudence. Des conditions financières plus favorables auront toutefois l'effet inverse et soutiendront partiellement les dépenses des ménages.

Le marché du travail a montré des signes de tension l'année dernière, avec une croissance plus modeste de l'emploi et un taux de chômage en hausse. La reprise de l'emploi s'annonce progressive, à l'image de celle de l'ensemble de l'économie, mais parviendra néanmoins à faire redescendre le taux de chômage.



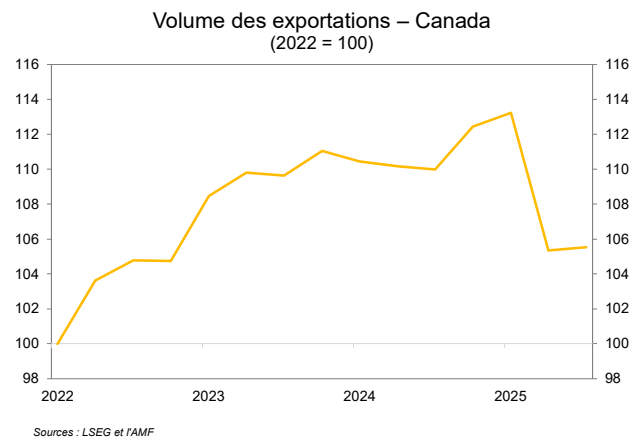
Le marché immobilier résidentiel a connu une évolution très variable d'un océan à l'autre. Les marchés de Toronto et Vancouver ont ralenti considérablement, tandis que, au Québec, le marché a plutôt poursuivi sur sa lancée, affichant une hausse marquée des ventes et des prix. Les mises en chantier au niveau national ont affiché des hausses, grâce notamment au Québec, et devraient demeurer élevées, soutenues par une demande latente et la baisse des taux hypothécaires.



L'incertitude commerciale a freiné considérablement les investissements privés et pourrait continuer de les affaiblir encore cette année. D'autres facteurs contribuent également à la faiblesse des investissements, notamment la présence de capacités excédentaires, causée par le ralentissement de l'économie au cours des deux dernières années.

L'adaptation des entreprises à la nouvelle donne commerciale, la restructuration en cours de l'économie canadienne, et la nécessité de plus en plus criante d'améliorer la compétitivité des entreprises se traduiront tôt ou tard par une reprise des investissements. Celle-ci devrait toutefois mettre du temps avant de se concrétiser et pourrait ne donner des résultats plus tangibles qu'à compter de 2027.

La demande américaine pour les produits canadiens devrait tant bien que mal se stabiliser, après le recul prononcé observé en 2025. Le conflit commercial et l'incertitude entourant l'orientation de la politique commerciale américaine continueront de peser sur la performance du secteur extérieur, d'autant que les négociations entre les deux pays sont actuellement au point mort et que certains secteurs névralgiques se voient toujours imposer des tarifs douaniers élevés.

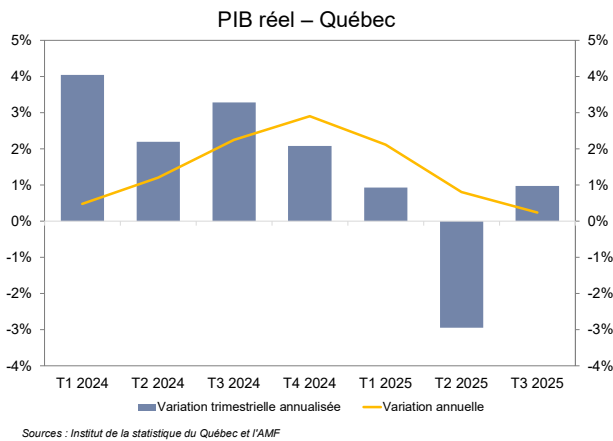


L'inflation totale a oscillé autour de 2 % tout au long de l'année, tandis que l'inflation fondamentale s'est élevée à près de 3 %. Dans ce contexte, la Banque du Canada a tout de même pu continuer à réduire son taux directeur, qui se situe désormais à 2,25 %, un niveau suffisamment bas pour soutenir l'économie.

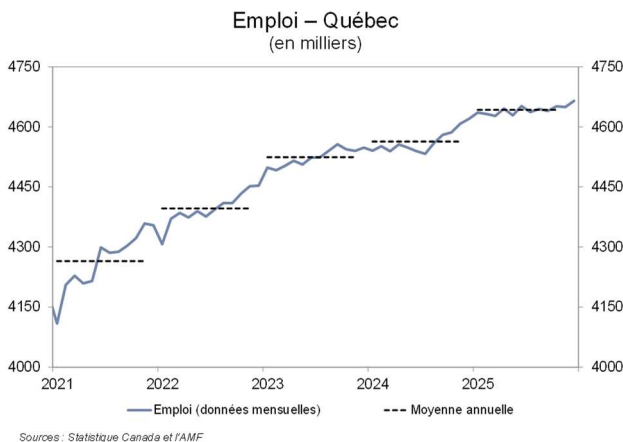
Ce scénario de modeste relance de l'économie canadienne est entouré d'un degré d'incertitude élevé, en raison des tensions commerciales persistantes et des effets incertains du ralentissement démographique, qui affecteront à la fois la demande et l'offre globale.

Québec

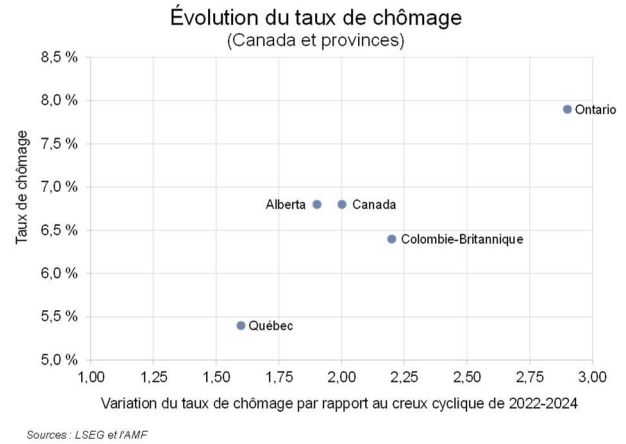
L'économie du Québec a fortement ralenti en 2025 et les perspectives sont à peine plus reluisantes pour 2026. À l'instar de l'économie canadienne, la multiplication des tarifs et le climat d'incertitude ambiant ont durement frappé les échanges commerciaux et freiné l'investissement et l'embauche.



Le marché du travail a fait du surplace durant la majeure partie de 2025. Malgré l'affaiblissement de l'économie et le contexte d'incertitude, les entreprises n'ont pas fait de mises à pieds massives, mais n'ont pas embauché substantiellement non plus. Les secteurs les plus exposés au commerce extérieur ont été parmi les plus touchés.

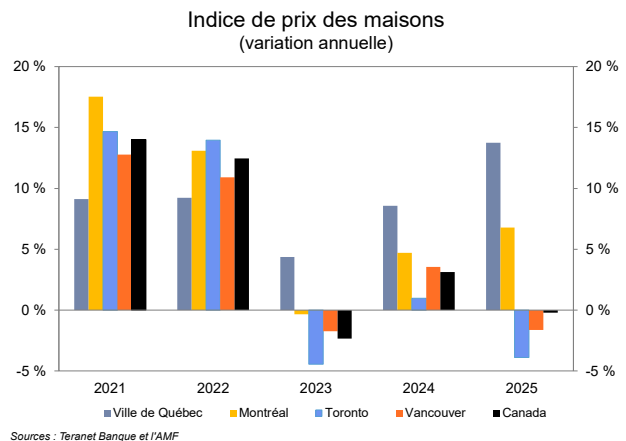


Sur une base relative, le marché du travail s'est tout de même bien tiré d'affaire. Le taux de chômage demeure le plus faible parmi les quatre grandes économies provinciales et celui ayant affiché la plus faible hausse.



Les dépenses de consommation ont affiché une certaine résilience, soutenues par la baisse des taux d'intérêt, l'épargne accumulée et une croissance des salaires supérieure à l'inflation. Tous ces facteurs ont tempéré l'effet du ralentissement du marché du travail sur la consommation.

Le marché immobilier se porte plutôt bien au Québec, avec une hausse des ventes, des prix et des mises en chantier – un portrait qui détonne avec la situation actuelle en Ontario et en Colombie-Britannique.



L'assouplissement des conditions d'emprunt continuera à soutenir le marché immobilier au cours de l'an prochain. Toutefois, l'accessibilité demeure un défi pour de nombreux ménages. Par ailleurs, des goulots d'étranglement continueront de limiter l'offre de nouveaux logements, de plafonner la construction et de contribuer à soutenir la hausse des prix.

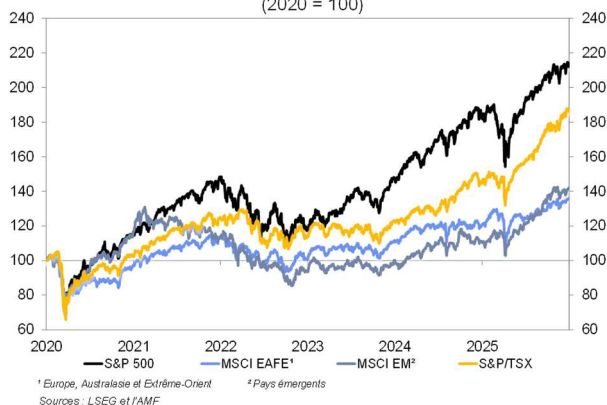
Le contexte commercial et l'incertitude qui en découle pourraient encore se traduire par le report ou l'annulation de certains projets d'investissement. Des entreprises pourraient aussi choisir de déplacer certaines de leurs activités aux États-Unis. À l'opposé, l'accélération des investissements dans le secteur de l'énergie, de la défense et des infrastructures publiques soutiendront les dépenses en capital.

L'économie du Québec continuera d'être ébranlée par le protectionnisme américain, ce qui freinera les exportations et les investissements privés. Toutefois, ces vents contraires souffleront moins forts en 2026. Le Québec devrait réussir à tirer son épingle du jeu en raison notamment d'une demande intérieure résiliente. L'année 2026 pourrait ainsi être une année de transition et servir de tremplin à une réaccélération de l'économie au cours des années suivantes.

Marchés financiers

Les marchés financiers ont fait preuve de résilience en 2025 face à la montée des tensions commerciales et des risques géopolitiques. Malgré ce contexte incertain, la croissance économique mondiale a été relativement soutenue, et les marchés boursiers ont grandement bénéficié de l'engouement des investisseurs pour l'intelligence artificielle.

Principaux indices boursiers
(2020 = 100)

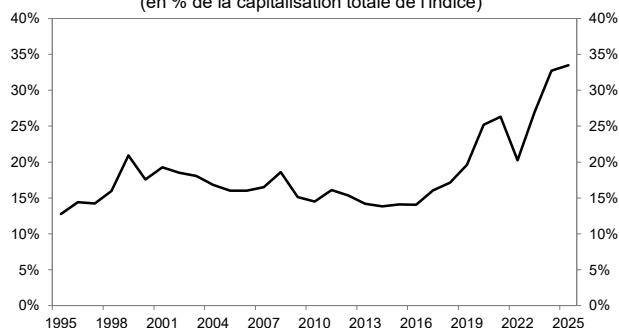


Aux États-Unis, les indices ont maintenu leur tendance haussière débutée en 2023, portés par les méga-capitalisations technologiques et par le cycle d'investissement dans l'intelligence artificielle. En 2025, le S&P 500 a affiché une progression d'environ 16 % tandis que le Nasdaq a gagné 20 %, traduisant l'appétit continu pour l'IA, les semi-conducteurs et les infrastructures numériques.

Les « Sept Magnifiques » demeurent la locomotive de cette performance. Leur capitalisation représente désormais environ 34 % du poids total du S&P 500, un niveau sans précédent pour les sept plus grandes sociétés de l'indice en termes de capitalisation (voir graphique).

L'indice phare américain est donc maintenant particulièrement sensible à l'évolution d'un nombre limité de sociétés. La croissance des bénéficières reste positive mais ralentit, tandis que les multiples de valorisation demeurent élevés, avec un S&P 500 se négociant autour de 22 fois les bénéficières anticipés, au-dessus de sa moyenne de long terme.

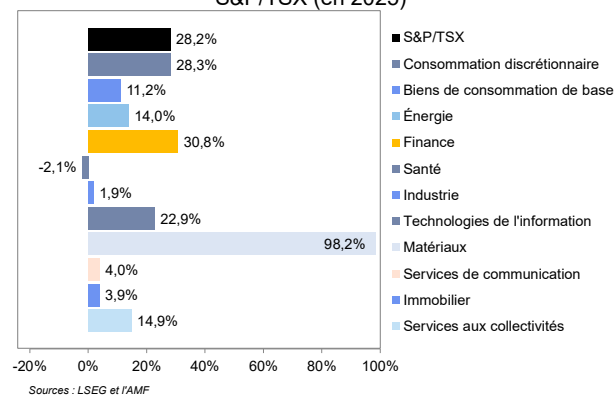
Capitalisation des sept plus grandes sociétés du S&P 500
(en % de la capitalisation totale de l'indice)



Au Canada, le S&P/TSX a affiché un des meilleurs rendements parmi les principaux indices mondiaux, avec un gain de 28 %, porté par la vigueur des secteurs des matériaux et de la finance, qui représentent environ la moitié de la pondération de l'indice.

Les tensions géopolitiques et commerciales ont entraîné une forte progression du cours de l'or (+64 %) et un impact direct sur la performance du secteur des matériaux. Les grandes banques canadiennes ont également joué un rôle central, soutenues par des profits solides sur les marchés des capitaux et une hausse des provisions pour pertes plus modeste qu'escompté. Les entreprises domiciliées au Québec sur le TSX ont offert une croissance un peu plus modeste que l'ensemble du S&P/TSX (+22 %), reflet notamment d'une moins grande exposition au secteur des matériaux.

Rendement des principaux sous-indices du S&P/TSX (en 2025)



Sur les marchés obligataires, les rendements ont évolué en dents de scie, tiraillés entre les craintes d'inflation et la hausse de l'endettement public, d'une part, et le ralentissement économique et les assouplissements monétaires, d'autre part. Les principales banques centrales ont continué leurs campagnes d'assouplissement monétaire sur fond de ralentissement économique, entraînant une baisse des rendements à court terme. À l'opposé, les rendements à très long terme ont augmenté dans plusieurs pays alors que l'endettement public s'est accru et que la demande peine à absorber l'offre grandissante d'obligations gouvernementales.

Aux États-Unis, le rendement sur les obligations 10 ans a terminé l'année à 4,15 %, en baisse de 42 pb, en raison notamment d'une certaine désescalade des tensions commerciales. Au Canada, le rendement 10 ans clôture l'année à 3,44 %, en hausse de 22 pb. Celui-ci demeure néanmoins nettement en deçà de son pendant américain, reflet de la faiblesse relative de l'économie canadienne.

Du côté des obligations de sociétés, on note que les écarts de rendement par rapport aux obligations gouvernementales ont atteint des niveaux très faibles. Ces écarts avaient un peu augmenté au début de la guerre commerciale, mais affichent depuis une tendance baissière. Les investisseurs ne semblent pas escompter de

dégradation importante du contexte économique.

Malgré une forte volatilité, le marché des cryptoactifs a connu un regain d'intérêt, notamment de la part des investisseurs institutionnels. L'usage des cryptomonnaies stables (*stablecoins*), bien qu'encore limité, s'est fortement développé, s'imposant progressivement comme un moyen de paiement et de transferts internationaux. Leur encours dépasse désormais les 300 G \$US.

Au cours des prochains trimestres, l'incertitude liée aux tensions commerciales et les niveaux de valorisation élevés des valeurs technologiques devraient continuer de s'imposer comme thèmes dominants sur les marchés financiers.

Rendement des marchés

Marchés boursiers								
		Niveau 2025-12-31	Variation en pourcentage				12 derniers mois	
			1 mois	3 mois	6 mois	1 an	Min.	Max.
MSCI All Country World Index		1 214	0,66	3,35	11,25	18,01	900	1 223
MSCI EAFE ¹		1 774	2,00	5,81	10,93	17,54	1 370	1 776
MSCI Emerging Markets		87 315	2,36	5,22	17,44	28,35	63 205	87 571
S&P 500		6 846	-0,05	2,35	10,32	16,39	4 983	6 932
S&P/TSX		31 711	1,05	5,62	18,07	28,24	22 507	32 059
Indice Morningstar Québec Banque Nationale		606	3,36	7,87	16,04	23,33	429	611
Marchés obligataires								
		Niveau 2025-12-31					12 derniers mois	
			-1 mois	-3 mois	-6 mois	-1 an	Min.	Max.
Québec	10 ans	3,92	3,69	3,70	3,86	3,80	3,44	4,13
Canada	10 ans	3,43	3,15	3,18	3,27	3,23	2,83	3,60
États-Unis	10 ans	4,17	4,02	4,15	4,23	4,57	3,95	4,79
Canada	Écarts BBB - Gouv. 10 ans	113,67	126,48	123,92	132,40	135,45	113,08	160,73
États-Unis	Écarts BBB - Gouv. 10 ans	102,27	107,23	100,90	112,27	104,44	97,87	143,67

¹Europe, Australasie et Extrême-Orient

Sources : Bloomberg et l'AMF

Tendances à surveiller en 2026

Tensions géopolitiques

Les politiques étrangère, économique et commerciale radicales et souvent changeantes des États-Unis vont demeurer source d'incertitude et de volatilité à l'échelle mondiale, avec des conséquences majeures sur l'économie et les relations internationales. Le recours à la force au Venezuela et ailleurs, les visées sur les ressources naturelles ainsi que les menaces envers plusieurs pays ennemis et alliés (Danemark/Groenland, Colombie, Cuba, Mexique, Iran, voire le Canada) viennent mettre fin à l'ordre mondial tel qu'on le connaît et annoncent un retour de l'impérialisme américain, notamment dans l'hémisphère occidental.

Ces politiques érodent la confiance avec les alliés, alimentent les tensions avec les autres grandes puissances et minent la coopération multilatérale, notamment la relation transatlantique, ainsi que le droit international. Les États-Unis vont continuer à exercer un rapport de force avec le reste du monde, mais leurs mesures protectionnistes devraient être tempérées par leur effet sur le coût de la vie et le bien-être des Américains.

Valorisation des marchés financiers

Les indices boursiers américains atteignent de nouveaux sommets et les niveaux de valorisation sont élevés, reflet de la cherté du secteur technologique sur fond d'engouement des investisseurs pour l'intelligence artificielle. Les niveaux de valorisation de ce secteur sont vulnérables à un changement des attentes des investisseurs par rapport aux promesses de l'intelligence artificielle et à un potentiel ralentissement des conditions économiques. De façon similaire, les écarts de rendement entre les obligations de sociétés et les obligations d'État se situent à de faibles niveaux par rapport à la moyenne historique. Dans un contexte d'incertitude économique persistante, les risques d'une correction boursière et d'une remontée abrupte des écarts de rendement demeurent importants.

Intelligence artificielle

L'intelligence artificielle a franchi un nouveau cap, portée par des investissements massifs, la généralisation des modèles multimodaux et une automatisation avancée désormais intégrée à la majorité des outils professionnels, notamment dans la finance. En 2025, le cadre réglementaire se précise : la Loi sur l'IA de l'Union européenne entre progressivement en vigueur, les États-Unis renforcent leurs dispositifs pour encadrer l'usage responsable des modèles génératifs, tandis que le Canada précise l'application de la réglementation existante à l'IA. Déjà transformatrice pour la finance, la santé et l'éducation, l'IA soulève toutefois des enjeux majeurs de transparence, de protection des données et de sécurité. Les grands régulateurs internationaux cherchent ainsi à encadrer en priorité les usages à haut risque – ceux susceptibles d'avoir un impact sur les droits, la sécurité et la situation économique des individus.

Endettement des ménages

L'endettement des ménages a légèrement diminué en 2025, tant au Québec qu'au Canada. En effet, le ratio d'endettement en proportion du revenu disponible a reculé de 2,6 pp à 147,8 % pour les ménages québécois et de 2,5 pp à 183,1 % pour les ménages canadiens. L'amélioration des conditions financières a également permis une baisse du ratio du service de la dette, relâchant les pressions sur les finances des ménages et atténuant le risque de défaut. En 2026, les ménages continueront de bénéficier de conditions d'emprunt relativement favorables mais l'incertitude liée au contexte économique fait peser certains risques sur leur santé financière.

Endettement des entreprises

Les niveaux d'endettement des sociétés canadiennes sont relativement stables. Selon Statistique Canada, le ratio d'endettement des sociétés non financières en proportion des capitaux propres s'établit à environ 64 %, en baisse depuis le début de l'année. Certains secteurs sensibles aux tarifs sont sous pression, mais dans l'ensemble la santé financière des sociétés canadiennes demeure relativement solide. Néanmoins, compte tenu des tensions commerciales et de l'incertitude persistante, on devrait continuer d'observer des pressions sur les investissements des entreprises et des pertes d'emploi dans certains secteurs, de même que des difficultés à refinancer ou à restructurer des dettes existantes.

Changements climatiques

L'année 2025 a été marquée par le gel et le renversement des politiques climatiques par l'administration Trump aux États-Unis. Les initiatives se poursuivent toutefois du côté de l'UE et de la Chine sur fond de compétition dans les secteurs des énergies renouvelables et des technologies propres. Au Canada, un recul de l'action climatique est observable à la faveur d'un renforcement souhaité des exportations d'énergies fossiles. La tarification du carbone pour l'industrie, le développement des filières nucléaires et des minéraux critiques et la réévaluation des objectifs de réduction de GES pour 2030 permettront d'évaluer les nouvelles orientations du gouvernement fédéral. En 2025, les pertes assurables liées à des événements climatiques extrêmes au Canada (1,5 G\$) et au niveau mondial (107 G\$ US) demeureraient sous la moyenne des dix dernières années.

Actifs numériques

L'engouement pour les cryptoactifs ne se dément pas. L'intégration du bitcoin dans des produits financiers traditionnels renforce sa reconnaissance institutionnelle et son accessibilité. La forte correction observée à l'automne rappelle toutefois que cet actif demeure très volatil et susceptible d'amplifier les phases de stress financier, loin du rôle de valeur refuge parfois mis de l'avant. Par ailleurs, l'adoption ou la proposition de cadres réglementaires – GENIUS Act aux États-Unis, Loi sur les cryptomonnaies stables au Canada – viennent structurer davantage le secteur des cryptomonnaies stables, adossées à une monnaie traditionnelle. Désormais présentes dans les paiements numériques, les cryptomonnaies stables profitent d'une demande institutionnelle accrue. Le principal risque demeure toutefois une rupture de parité avec la valeur d'ancrage et la contagion au système financier traditionnel.

MISE EN GARDE

L'Autorité des marchés financiers ne donne aucune garantie, verbale ou écrite, expresse, légale ou implicite, quant au contenu de cette publication et ne peut être tenue responsable des erreurs ou omissions éventuelles, ni des pertes ou dommages de quelque nature que ce soit découlant de l'utilisation de ce document ou de son contenu. L'utilisation de cette publication se fait à vos propres risques. Par conséquent, l'Autorité conseille d'obtenir l'avis d'un professionnel avant de prendre toute décision de nature financière.